



ASSEMBLÉE LÉGISLATIVE DU NOUVEAU-BRUNSWICK
Troisième session, 56^e législature

FEUILLETON ET AVIS, Jour de séance 45
le mardi 19 mai 2009

AFFAIRES COURANTES

Prière
Condoléances et messages de sympathie (*préavis au président*)
Présentation d'invités
Félicitations et hommages (10 minutes)
Présentation de pétitions
Réponse aux pétitions et aux questions écrites
Présentation des rapports de comités
Dépôt de documents
Déclarations de ministres
Déclarations de députés (10 minutes)
Questions orales (30 minutes)
Dépôt de projets de loi
Avis de motion
Avis d'affaires émanant de l'opposition
Motions ministérielles sur l'ordre des travaux de la Chambre
Ordre du jour

ORDRE DU JOUR

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE ET ORDRES MINISTÉRIELS

PROJETS DE LOI D'INITIATIVE MINISTÉRIELLE DONT LA DEUXIÈME LECTURE EST ORDONNÉE

Projets de loi dont la deuxième lecture est ordonnée

- 28, *Loi sur la prescription*. L'hon. M. Burke, c.r.
 29, *Loi concernant l'Ordre des hygiénistes dentaires du Nouveau-Brunswick*. M. Collins.
 34, *Loi pourvoyant à la fusion des fiduciaires de certaines Églises presbytériennes à Saint John, Nouveau-Brunswick*. M. Holder.
 42, *Loi concernant The Roman Catholic Bishop of Saint John*. M^{me} Robichaud.
 46, *Loi modifiant la Loi de l'impôt sur le revenu du Nouveau-Brunswick*.
 L'hon. M. V. Boudreau.
 51, *Loi sur les thérapeutes respiratoires*. M. Miles.
 52, *Loi modifiant la Loi sur les municipalités*. L'hon. M. B. LeBlanc.
 55, *Loi modifiant la Loi sur la pension de retraite des enseignants*. L'hon. M. Brewer.
 56, *Loi modifiant la Loi sur la Fonction publique*. L'hon. M. Brewer.
 57, *Loi modifiant la Loi sur l'organisation judiciaire*. L'hon. M. Burke, c.r.
 58, *Loi modifiant la Loi sur les terres et forêts de la Couronne*. L'hon. M. Stiles.
 59, *Loi sur l'enregistrement de la preuve*. L'hon. M. Burke, c.r.

Projets de loi dont la deuxième lecture sera ordonnée

- 62, *Loi modifiant la Loi sur l'aménagement agricole*. L'hon. M. Ouellette.

Débats ajournés

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 45, *Loi modifiant la Loi sur l'impôt foncier*, soit maintenant lu une deuxième fois (L'hon. M. V. Boudreau).

COMITÉ PLÉNIER

- 26, *Loi sur les espèces en péril*. L'hon. M. Stiles.
 27, *Loi modifiant la Loi de la taxe sur l'essence et les carburants*. L'hon. M. V. Boudreau.
 35, *Loi modifiant la Loi sur les foyers de soins*. L'hon. M^{me} Schryer.
 39, *Loi modifiant la Loi sur les terres et forêts de la Couronne*. L'hon. M. Stiles.
 44, *Loi modifiant la Loi sur le crédit d'impôt pour les investisseurs dans les petites entreprises*. L'hon. M. V. Boudreau.
 48, *Loi modifiant la Loi sur les ventes de tabac*. L'hon. M. Murphy, c.r.
 60, *Loi modifiant la Loi sur les services à la famille*. M. Alward.

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ RENVOYÉS D'OFFICE AU COMITÉ PERMANENT DES PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PRIVÉ

37, *Loi modifiant la Loi constituant l'Association des barbiers immatriculés du Nouveau-Brunswick*. M. A. LeBlanc.

63, *Loi modifiant la Loi concernant le Barreau du Nouveau-Brunswick*. M. McGinley, c.r.

64, *Loi constituant Les Religieux de Sainte-Croix d'Acadie*. M. Collins.

65, *Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés de la cité de Moncton*. M. Collins.

COMITÉ DES SUBSIDES

Budget principal, 2009-2010

Budget de capital, 2009-2010

Budget supplémentaire, Volume I, 2008-2009 (adopté le 10 décembre 2008)

Budget supplémentaire, Volume III, 2007-2008 (adopté le 10 décembre 2008)

MOTIONS ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

Motions réglées

Motion 8 — L'hon. M. Murphy, c.r. Adoption de la motion le 26 novembre 2008.

Motion 16 — L'hon. M. V. Boudreau. Débat sur la motion le 9 décembre 2008 ; adoption de la motion le 9 décembre 2008.

Motion 24 — L'hon. M. Burke, c.r. Débat sur la motion le 16 décembre 2008 ; adoption de la motion le 16 décembre 2008.

Motion 29 — L'hon. M. V. Boudreau. Débat sur la motion les 19, 20, 24, 25 et 27 mars 2009 ; adoption de la motion le 27 mars 2009.

Motion 31 — L'hon. M. Murphy, c.r. Adoption de la motion le 17 décembre 2008.

Motion 34 — L'hon. M. Murphy, c.r. Adoption de la motion le 18 décembre 2008.

Motion 38 — L'hon. M. Byrne, c.r. Adoption de la motion le 18 mars 2009.

Motion 55 — L'hon. M. Graham. Débat sur la motion le 17 avril 2009 ; adoption de la motion le 17 avril 2009.

MOTIONS DES DÉPUTÉS DU PARTI MINISTÉRIEL

Motions réglées

Motion 48 — M. Collins. Retrait de la motion le 3 avril 2009.

AFFAIRES ÉMANANT DE L'OPPOSITION

PROJETS DE LOI D'INTÉRÊT PUBLIC ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Débats ajournés

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 50, *Loi relative au moratoire sur l'uranium*, soit maintenant lu une deuxième fois (M. Betts).

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 53, *Loi sur l'enregistrement des lobbyistes*, soit maintenant lu une deuxième fois (M. Alward).

Reprise du débat ajourné sur la motion portant que le projet de loi 61, *Loi modifiant la Loi sur les conflits d'intérêts des députés et des membres du Conseil exécutif*, soit maintenant lu une deuxième fois (M. Alward).

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions pouvant faire l'objet d'un débat

Motion 26 — M. MacDonald, appuyé par M. Northrup, proposera, le jeudi 18 décembre 2008, la résolution suivante :

attendu que l'industrie forestière du Nouveau-Brunswick est en proie à des changements et à des difficultés sans précédent ;

attendu que de telles difficultés se font sentir par des milliers de gens du Nouveau-Brunswick, y compris les 40 000 familles propriétaires de terrains boisés ;

attendu que les sept offices régionaux de commercialisation des terrains boisés et la Fédération des propriétaires des lots boisés subissent aussi les contrecoups de la crise économique avec laquelle l'industrie est aux prises ;

attendu que les huit organismes mentionnés fournissent un soutien et des services considérables à l'industrie, notamment la sylviculture, la certification, l'information et la formation, l'expansion des marchés, l'aménagement forestier, la gestion de programmes gouvernementaux, les produits forestiers non ligneux, les droits des propriétaires de terrains boisés et les demandes quotidiennes de renseignements ;

attendu que, en 2007, le Groupe de travail sur l'autosuffisance a recommandé que le gouvernement appuie « les offices de commercialisation des lots boisés privés en affermissant leur rôle relativement à la sylviculture, à la certification, à la formation et au développement du marché » et qu'il soit donné suite à la recommandation d'ici une année ;

attendu que, en janvier 2008, le gouvernement du Canada a versé au gouvernement du Nouveau-Brunswick 30 millions de dollars au titre de la Fiducie pour le développement communautaire ;

attendu que la province et l'industrie forestière seraient avantagées si elles avaient des offices de commercialisation des terrains boisés privés solides et une fédération solide ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à envisager l'opportunité d'établir comme source de financement durable, à l'intention de la Fédération des propriétaires des lots boisés, un partage à raison de 1 ¢ l'acre des recettes fiscales provenant de l'ensemble des terrains boisés privés et, à l'intention des offices régionaux de commercialisation, un partage fiscal identique et que le partage fiscal, s'il est mis en oeuvre, demeure en vigueur pendant une période de trois années.

[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 54 — M. Alward, appuyé par M. Fitch, proposera, le jeudi 23 avril 2009, la résolution suivante :

attendu que les économies dans l'ensemble du Canada sont en déclin depuis plusieurs mois et que les administrations locales ainsi que les gouvernements provinciaux et fédéral cherchent des moyens d'injecter de l'argent dans les régions afin de stabiliser les marchés financiers ;

attendu que le Nouveau-Brunswick est actuellement aux prises avec une situation financière extrêmement difficile, car les déficits annuels et la dette nette provinciale augmentent à un rythme insoutenable qui aura des répercussions négatives sur les finances de la province pendant des décennies et des générations ;

attendu que les fonds pour la recherche et le développement doivent être une composante clé de la relance de l'économie néo-brunswickoise par le truchement d'investissements dans l'éducation, la technologie, l'infrastructure et l'industrie ;

attendu que le Nouveau-Brunswick se situe actuellement près du dernier rang parmi les provinces canadiennes au chapitre des investissements dans la recherche et le développement de la part des secteurs fédéral, provincial, commercial, sans but lucratif, des études supérieures et de l'investissement étranger ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à chercher toutes les ressources disponibles pour augmenter le financement, y compris de nouveaux fonds fédéraux, provinciaux et du secteur privé, pour que cette composante vitale de notre économie puisse aider les gens du Nouveau-Brunswick et nos entreprises à relancer notre économie provinciale afin que la province soit de nouveau caractérisée par la création d'emplois et la prospérité et à l'avant-garde en fait de technologies, de recherche et de développement de produits et services de calibre mondial.

[Débat interrompu faute de temps.]

Motion 59 — M. Jack Carr, appuyé par M^{me} Blaney, proposera, le jeudi 21 mai 2009, la résolution suivante :

attendu que les services d'ambulance font partie intégrante et essentielle de notre système de soins de santé fourni et administré par la province ;

attendu que le gouvernement a choisi de regrouper les services d'ambulance pour qu'ils soient fournis par une seule compagnie du secteur public ;

attendu qu'Ambulance Nouveau-Brunswick a été créée pour améliorer la prestation des services d'ambulance aux gens du Nouveau-Brunswick et que l'entreprise est maintenant un élément essentiel de notre système de soins de santé ;

attendu qu'il devient évident que le déploiement, les systèmes convenables de localisation GPS, les bulletins à jour sur les conditions routières et les ressources, y compris le nombre de véhicules et de techniciens médicaux dans le système, posent problème ;

attendu que notre système de soins de santé fourni par l'État ne devrait pas être discriminatoire contre une personne relativement à sa capacité à payer les services en cas d'urgence ou le transport d'un endroit à un autre pour raison médicale ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte unanimement le gouvernement à revoir sa position à l'égard des 130 \$ en droits d'ambulance afin que les gens du Nouveau-Brunswick puissent continuer à utiliser sans frais ce service d'urgence essentiel

et que les problèmes non réglés relativement au déploiement, aux systèmes de localisation GPS, aux bulletins à jour sur les conditions routières et à toutes les ressources disponibles soient réglés immédiatement afin que les techniciens médicaux d'urgence du Nouveau-Brunswick puissent faire leur travail.

Motion 60 — M^{me} Dubé, appuyée par M. Olscamp, proposera, le jeudi 21 mai 2009, la résolution suivante :

attendu que la maladie mentale coûte 14 milliards de dollars à l'économie canadienne par année ;

attendu que la maladie mentale comme la maladie physique peut prendre différentes formes, notamment les troubles affectifs, les troubles de l'alimentation, le suicide, la schizophrénie, les troubles schizo-affectifs, les troubles obsessionnels-compulsifs, les troubles d'anxiété, les troubles de la personnalité, l'alcoolisme et la toxicomanie et le trouble de stress post-traumatique ;

attendu que 20 % de la population seront atteints de la maladie mentale à un moment donné de leur vie, et les autres 80 % seront touchés par la maladie d'un proche parent, d'un ami ou d'un collègue ;

attendu qu'on prévoit que, d'ici 2020, la dépression sera l'une des principales causes d'incapacité à l'échelle mondiale et que le suicide est l'une des 10 principales causes de décès au Canada ;

attendu que pour les personnes atteintes de maladies mentales et de toxicomanie, la discrimination et la stigmatisation sont une source de détresse aussi importante que le trouble lui-même ;

attendu que le dépistage et l'intervention précoces en matière de santé mentale et de toxicomanie devraient aussi être envisagés du point de vue de la santé publique en général puisque, comme la santé physique, la prévention est essentielle pour s'assurer du mieux-être global d'une personne ;

qu'il soit à ces causes résolu que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à mettre toutes les ressources en commun afin d'assurer une meilleure coordination entre les professionnels de la santé, les travailleurs sociaux, le patient et la famille, y compris à mettre sur pied un comité de sous-ministres qui se rencontrent sur une base mensuelle, que l'Assemblée législative exhorte le gouvernement à fournir plus de ressources, d'intervenants en santé et de travailleurs sociaux pour travailler auprès des personnes atteintes de maladies mentales et leur famille

et que l'Assemblée législative exhorte le ministre de la Santé, la ministre du Développement social, le ministre de l'Éducation et le ministre de l'Éducation postsecondaire, de la Formation et du Travail à travailler à des campagnes de sensibilisation destinées à divers marchés cibles : les adolescents, les employeurs, les Autochtones et le public en général.

MOTIONS ÉMANANT DE L'OPPOSITION

Motions portant dépôt de documents

Motion 3 — M. Steeves, appuyé par M. Urquhart, proposera, le jeudi 4 décembre 2008, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information financière précisant le coût total de la modification et de la mise en application du nouveau logo du gouvernement pour chaque ministère ou organisme, y compris le coût lié à la mise à jour de sites Web, de cartes professionnelles, de papier à correspondance officielle et de tout autre matériel du gouvernement sur lequel le logo du Nouveau-Brunswick a été modifié pour son usage.

Motion 20 — M. Steeves, appuyé par M. Alward, proposera, le jeudi 11 décembre 2008, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information, quel que soit le support, que détient le gouvernement relativement à tout contrat du gouvernement et aux dépenses de tout ministère, de tout organisme et de toute corporation à des fins de publicité, quel que soit le moyen, y compris l'information relative aux frais de publicité liés au fait, de la part de ministres, de faire valoir leur charge au sein d'un ministère, d'un organisme ou d'une corporation, depuis le 30 décembre 2007.

Motion 32 — M^{me} Blaney, appuyée par M. Williams, proposera, le jeudi 25 décembre 2008, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information, sous toutes ses formes, que détient le gouvernement relativement à la publicité achetée pour faire la promotion du ministère de la Santé et des services qu'il assure ou pour mettre en valeur le ministre titulaire, du 1^{er} mars 2008 au 18 décembre 2008.

Motion 36 — M. Holder, appuyé par M. Robichaud, proposera, le jeudi 26 mars 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information, quel que soit le support, que détient le gouvernement, y compris les courriels, les notes, la correspondance de tout genre et les procès-verbaux de réunions, relativement à sa décision d'abolir le programme d'aide au chauffage domestique et de lancer le programme Gens de coeur, Coeurs au chaud, offert par le truchement de l'Armée du Salut.

Motion 43 — M. Harrison, appuyé par M. Holder, proposera, le jeudi 2 avril 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information détaillée sur ce qui a mené à la décision d'annuler des services de traversier publics, y compris les études et rapports, la correspondance, les notes, les procès-verbaux de réunions et les consultations publiques.
(Documents demandés déposés le 4 mai 2009.)

Motion 44 — M. Williams, appuyé par M. Robichaud, proposera, le jeudi 2 avril 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information détaillée, y compris les dossiers de vol, les destinations finales, la durée de présence, les arrêts imprévus, ainsi que la liste des occupants sur chaque vol tel qu'inscrits, stockés ou archivés électroniquement ou autrement, liée au fonctionnement ou à l'utilisation de tout avion loué par la province ou lui appartenant depuis le 18 juin 2008.
(Documents demandés déposés le 4 mai 2009.)

Motion 45 — M. C. LeBlanc, appuyé par M^{me} Blaney, proposera, le jeudi 2 avril 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information que détient le gouvernement, y compris les études, les rapports, les statistiques sur les transports — dont le nombre d'appels en réponse à des appels d'urgence 911, le nombre d'appels interhospitaliers, le nombre d'appels entre des foyers de soins et des hôpitaux ou le transport non urgent entre des foyers et des hôpitaux —, relativement aux services d'ambulance au Nouveau-Brunswick depuis le 1^{er} avril 2005.

Motion 49 — M. Fitch, appuyé par M. Alward, proposera, le jeudi 9 avril 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information, quel que soit le support, que détient le gouvernement relativement à toute dépense liée à la promotion du budget provincial pour 2009-2010, y compris les frais de publicité de tout genre et les services pour lesquels des entreprises de marketing ou de relations publiques ont été payées ainsi que le nom des compagnies dont les services ont été payés.

(Documents demandés déposés le 7 mai 2009.)

Motion 50 — M^{me} Blaney, appuyée par M. Alward, proposera, le jeudi 9 avril 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre l'information, quel que soit le support, que détient le gouvernement relativement à la correspondance, aux notes et aux procès-verbaux de réunions, sous toutes leurs formes, échangés entre le ministre de la Santé, la Société canadienne du sang et tout autre agence, organisation ou entité liée au centre de distribution du sang du Nouveau-Brunswick, à Saint John.

Motion 53 — M. Williams, appuyé par M. Fitch, proposera, le jeudi 23 avril 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre une liste des contrats, y compris les contrats de services personnels, qui ont été attribués par le truchement du ministère de l'Approvisionnement et des Services et qui ont fait l'objet d'une dispense aux termes de l'article 27 du règlement d'application de la *Loi sur les achats publics*, y compris le nom du ministère qui a attribué le contrat, le nom des particuliers ou des compagnies à qui des contrats ont été attribués du 1^{er} avril 2008 au 31 mars 2009, ainsi que les montants des contrats.

(Documents demandés déposés le 15 mai 2009.)

Motion 56 — M. C. Landry, appuyé par M^{me} Dubé, proposera, le jeudi 30 avril 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre tous les dossiers et documents, quel que soit le support, que détient le gouvernement relativement à tout voyage domestique ou international du ministre de l'Éducation, de son personnel ou de membres de son ministère, ainsi que la raison de chaque voyage, depuis le 3 octobre 2006.

Motion 57 — M. Fitch, appuyé par M. Williams, proposera, le jeudi 7 mai 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre la liste des personnes qui se sont rendues à Toronto pendant la visite du premier ministre de la province au Economic Club of Canada le 31 mars, des personnes qui se sont déplacées au nom du ministère des Entreprises Nouveau-Brunswick, du Cabinet du premier ministre ou d'un autre ministère, y compris d'autres personnes qui se sont rendues à Toronto pour l'occasion et que le gouvernement a défrayées, ainsi que les frais engagés.

Motion 58 — M. Urquhart, appuyé par M. Huntjens, proposera, le jeudi 21 mai 2009, qu'une adresse soit présentée à S.H. le lieutenant-gouverneur le priant de faire déposer sur le bureau de la Chambre les documents et communications, quel que soit le support, concernant les analyses des coûts, les rapports et la concertation populaire ou consultations de tiers relativement à la décision de construire la nouvelle prison à Shediac.

Motions réglées

Motion 9 — M. Alward. Débat sur la motion le 4 décembre 2008 ; adoption de la motion amendée le 4 décembre 2008.

Motion 21 — M^{me} Dubé. Débat sur la motion le 18 décembre 2008 ; adoption de la motion amendée le 18 décembre 2008.

Motion 39 — M. Alward. Débat sur la motion le 26 mars 2009 ; adoption de la motion amendée le 26 mars 2009.

Motion 46 — M. Fitch. Débat sur la motion le 2 avril 2009 ; rejet de la motion le 2 avril 2009.

Motion 51 — M^{me} Blaney. Débat sur la motion le 2 avril 2009 ; adoption de la motion le 2 avril 2009.

Motion 52 — M. MacDonald. Débat sur la motion le 23 avril 2009 ; adoption de la motion amendée le 23 avril 2009.

MOTIONS RETIRÉES (DOCUMENTS DÉPOSÉS)

Retrait des motions 1, 2, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 17, 19, 22, 23, 25, 27, 28, 30 et 33 le 18 mars 2009.

Retrait des motions 18, 35, 37, 40, 41, 42 et 47 le 30 avril 2009.

PÉTITIONS

- 1, M. C. LeBlanc — présentée le 26 novembre 2008. (Réponse, le 10 décembre 2008.)
- 2, M. Steeves — présentée le 26 novembre 2008. (Réponse, le 2 décembre 2008.)
- 3, M. Steeves — présentée le 26 novembre 2008. (Réponse, le 10 décembre 2008.)
- 4, M. C. LeBlanc — présentée le 28 novembre 2008. (Réponse, le 10 décembre 2008.)
- 5, M. Williams — présentée le 28 novembre 2008. (Réponse, le 16 décembre 2008.)
- 6, M. C. LeBlanc — présentée le 2 décembre 2008. (Réponse, le 15 décembre 2008.)
- 7, M. Urquhart — présentée le 2 décembre 2008. (Réponse, le 15 décembre 2008.)
- 8, M. Fitch — présentée le 2 décembre 2008. (Réponse, le 19 décembre 2008.)
- 9, M. C. LeBlanc — présentée le 3 décembre 2008. (Réponse, le 15 décembre 2008.)
- 10, M. Urquhart — présentée le 3 décembre 2008. (Réponse, le 15 décembre 2008.)
- 11, M. C. LeBlanc — présentée le 4 décembre 2008. (Réponse, le 23 décembre 2008.)
- 12, M. Harrison — présentée le 4 décembre 2008. (Réponse, le 18 décembre 2008.)
- 13, M. Northrup — présentée le 4 décembre 2008. (Réponse, le 18 décembre 2008.)
- 14, M. D. Graham — présentée le 4 décembre 2008. (Réponse, le 14 janvier 2009.)
- 15, M. C. LeBlanc — présentée le 9 décembre 2008. (Réponse, le 18 décembre 2008.)
- 16, M^{me} Dubé — présentée le 10 décembre 2008. (Réponse, le 23 décembre 2008.)
- 17, M. Williams — présentée le 11 décembre 2008. (Réponse, le 17 décembre 2008.)
- 18, M. Olscamp — présentée le 16 décembre 2008. (Réponse, le 19 décembre 2008.)
- 19, M. Betts — présentée le 16 décembre 2008. (Réponse, le 6 janvier 2009.)
- 20, M^{me} Poirier — présentée le 17 décembre 2008. (Réponse, le 21 janvier 2009.)
- 21, M. Williams — présentée le 17 décembre 2008. (Réponse, le 6 janvier 2009.)
- 22, M. Williams — présentée le 18 décembre 2008. (Réponse, le 26 janvier 2009.)
- 23, M. Betts — présentée le 18 décembre 2008. (Réponse, le 9 janvier 2009.)
- 24, M. Steeves — présentée le 18 mars 2009. (Réponse, le 1^{er} avril 2009.)
- 25, M. Alward — présentée le 20 mars 2009. (Réponse, le 1^{er} avril 2009.)
- 26, M. Harrison — présentée le 20 mars 2009. (Réponse, le 3 avril 2009.)
- 27, M. Northrup — présentée le 24 mars 2009. (Réponse, le 1^{er} avril 2009.)
- 28, M. Northrup — présentée le 25 mars 2009. (Réponse, le 1^{er} avril 2009.)
- 29, M. McGinley — présentée le 26 mars 2009. (Réponse, le 9 avril 2009.)

- 30, M. Northrup — présentée le 26 mars 2009. (Réponse, le 7 avril 2009.)
 31, L'hon. M. Albert — présentée le 26 mars 2009. (Réponse, le 20 avril 2009.)
 32, M. Northrup — présentée le 31 mars 2009. (Réponse, le 7 avril 2009.)
 33, M. Betts — présentée le 2 avril 2009. (Réponse, le 22 avril 2009.)
 34, M. Williams — présentée le 14 avril 2009. (Réponse, le 22 avril 2009.)
 35, M. Betts — présentée le 15 avril 2009. (Réponse, le 22 avril 2009.)
 36, M. Williams — présentée le 16 avril 2009. (Réponse, le 22 avril 2009.)
 37, M. Harrison — présentée le 17 avril 2009. (Réponse, le 4 mai 2009.)
 38, M^{me} Blaney — présentée le 21 avril 2009.
 39, M. Holder — présentée le 21 avril 2009. (Réponse, le 4 mai 2009.)
 40, M. Harrison — présentée le 21 avril 2009. (Réponse, le 5 mai 2009.)
 41, M^{me} Blaney — présentée le 22 avril 2009.
 42, M. Holder — présentée le 22 avril 2009. (Réponse, le 4 mai 2009.)
 43, M^{me} Blaney — présentée le 23 avril 2009.
 44, M. Holder — présentée le 23 avril 2009. (Réponse, le 4 mai 2009.)
 45, M. Harrison — présentée le 23 avril 2009. (Réponse, le 5 mai 2009.)
 46, M. MacDonald — présentée le 23 avril 2009. (Réponse, le 4 mai 2009.)
 47, M^{me} Poirier — présentée le 23 avril 2009. (Réponse, le 7 mai 2009.)
 48, M. Holder — présentée le 24 avril 2009. (Réponse, le 4 mai 2009.)
 49, M^{me} Blaney — présentée le 24 avril 2009.
 50, M^{me} Lavoie — présentée le 15 mai 2009.

RAPPORTS DE COMITÉS

- Premier rapport du Comité permanent de modification des lois
 — présenté par l'hon. M. Burke, c.r., le 3 avril 2009.
- Deuxième rapport du Comité permanent de modification des lois
 — présenté par l'hon. M. Burke, c.r., le 12 mai 2009.
- Premier rapport du Comité permanent des projets de loi d'intérêt privé
 — présenté par M. Kennedy, le 12 mai 2009.
- Rapport final du Comité spécial de l'examen de la fiscalité
 — présenté par M. MacIntyre, le 12 décembre 2008.
- Rapport final du Comité spécial du mieux-être
 — présenté par M. Collins, le 26 novembre 2008.

Loredana Catalli Sonier,
 greffière de l'Assemblée législative